

L'ÉCONOMIE POPULAIRE, ACTION COLLECTIVE DE TRANSFORMATION

par *Martin Burgos* * et *Rodrigo López* **

L'implantation du modèle néo-libéral durant les années 1990 en Argentine a eu pour conséquence de concentrer la richesse et la propriété des moyens de production, et d'élever le taux de pauvreté à un niveau inconnu jusqu'alors. Le régime de convertibilité, qui a orienté l'accumulation du capital durant ces années, a eu deux caractéristiques. La première était une loi monétaire qui imposait à la Banque Centrale de ne pas émettre plus de pesos que n'entraient de dollars dans le pays. La deuxième était un marché du travail extrêmement flexible, avec une augmentation du taux de chômage (1). S'y ajoute l'ouverture du pays à la concurrence étrangère, qui a généré une forte désindustrialisation.

La crise initiée en 1998 s'est transformée en hécatombe sociale lorsque, en 2002, le gouvernement provisoire a décidé de dévaluer la monnaie, générant une chute du PIB de 11%, un taux de chômage officiel de 26,6 % (2), 57,6 % de la population vivant en condition de pauvreté (3). Dans ce contexte se sont généralisées dans les classes populaires des pratiques économiques alternatives et autogérées qui étaient nées à la fin des années 1990.

Face à l'impossibilité de retrouver un emploi formel, et devant l'absence d'une indemnité de chômage, ont surgi des stratégies de survie. D'autres formes d'emploi se sont généralisées, depuis la vente ambulante jusqu'aux micro-entreprises, en passant par de nouveaux types de coopératives. Pour comprendre cette nouvelle réalité, le concept d'économie populaire est adapté (4). Celle-ci doit être considérée comme un sous-système, car elle est autonome vis-à-vis de l'économie du capital et de celle de l'État. Pour atteindre sa pleine cohérence comme concept, elle doit se différencier de son contexte. Dans ce sens, même s'il n'existe pas, à proprement parler, une économie populaire en Argentine, néanmoins se construit un substrat d'économie populaire. Les pratiques englobées par le concept relèvent de solutions individuelles (telle la vente ambulante) et collectives au problème du chômage. Ces dernières sont le noyau dynamique qui peut transformer l'accumulation d'expériences en un sous-système d'économie populaire.

Les expériences qui ont pu être analysées ont en commun d'être des pratiques économiques autogérées par les classes populaires, d'inclure le profit, si celui-ci n'est pas orienté vers la reproduction élargie du capital mais de la vie, d'être collectives. De plus, à un moment donné, il peut y avoir une confrontation directe avec le capital, et pour résister à la répression de l'État,

* *Économiste, Université de Buenos Aires, et chercheur au Centro Cultural de la Cooperacion, www.culturalcoop.org.ar*

** *Économiste et sociologue, Université de Buenos Aires, et chercheur au Centro Cultural de la Cooperacion. rglope@mecon.gov.ar*

(1) De 8 % en 1989 à 18 % en 1995, niveau autour duquel il se situe depuis.

(2) Le calcul officiel considère comme ayant un emploi les personnes qui touchent une rétribution de 50 dollars par mois environ.

(3) Dans quelques provinces, la pauvreté a touché jusqu'à 70 % de la population. Fernando Solanas en donne une vision percutante dans son film *Memorias del saqueo*.

(4) En tant qu'utilisation de la force de travail collective pour la reproduction de la vie en excluant la relation salariale.



ces organisations doivent se constituer en acteur collectif avec une capacité d'exercer un pouvoir populaire.

Les entreprises récupérées

Devant la menace de fermeture de certaines entreprises, les travailleurs ont décidé de récupérer les installations. Ils s'y sont introduits et ont résisté en réclamant l'expropriation pour continuer de travailler. Ce phénomène a eu son apogée en 2001-2002, avec plus de 170 entreprises récupérées. La forme juridique est presque toujours une coopérative de travail, et l'organisation interne est axée sur des prises de décision collectives et une répartition équitable du revenu.

Pour recommencer à fonctionner, ces entreprises requièrent une reconnaissance juridique ; c'est donc le premier objectif pour les travailleurs. Beaucoup de gouvernements locaux ont exproprié temporairement les tenants des entreprises en conflit. La crise sociale de décembre 2001 a poussé les gouvernements de transition à concéder les expropriations, avec l'idée que des travailleurs dans des locaux abandonnés seraient moins dangereux que des chômeurs barrant les rues...

La récupération des entreprises met en question la propriété des machines et des immeubles. Elle constitue également une alternative à la relation salariale. Les coopératives se présentent toujours comme « socialistes au-dedans, capitalistes en dehors ». Beaucoup ont eu l'appui des fournisseurs, soucieux de garder un client, même si, bien évidemment, d'autres se sont méfiés de ces procédés.

Les piqueteros

Ce sont des mouvements de chômeurs qui tiennent leur force du barrage des routes. Ils interpellent les autorités et les forcent à négocier pour obtenir des indemnités de 50 dollars par mois et par personne. Dans certains cas, ces indemnités servent de base pour le financement de projets productifs.

Ces indemnités ont mis ces organisations dans une position paradoxale : d'un côté, elles défient l'État en barrant les routes, mais, d'un autre, elles se créent une forte dépendance à son égard. L'argument des organisations pour développer des projets productifs est d'obtenir une part de revenu propre, qui permet une autonomie et évite une culture de dépendance. Il est possible qu'une relation de cohabitation finisse par s'imposer entre les municipalités et les organisations de *piqueteros*.

De nombreux mouvements de chômeurs ont essayé de se lier avec les PME (5). Avec les grandes entreprises, les *piqueteros* maintiennent souvent une relation de conflit ouvert : ils coupent

(5) Il y a eu des exemples intéressants en ce sens, mais les effets négatifs des barrages de routes sur l'activité locale créent des difficultés.



l'accès à leurs employés ou entrent dans leurs locaux pour empêcher la production.

Le troc

Les marchés de troc (6) ont connu un développement extraordinaire pendant la crise. Le troc a mis en place des structures, locales et nationales, qui, en 2002, ont pu compter près de 2,5 millions de participants (7). Dans le système capitaliste, les producteurs ne produisent pas pour l'autoconsommation mais pour échanger. La monnaie tient le rôle de l'équivalent général qui facilite l'échange et reproduit donc le capital et les relations capitalistes. Nombreux sont ceux qui ont vu dans le troc la possibilité d'en terminer avec le système capitaliste, notamment Silvio Gesell (8).

De même qu'il détient le monopole de la violence dans un territoire déterminé, l'État détient celui de l'émission monétaire dans cet espace. Durant la crise de 2001, la monnaie en circulation s'était réduite au rythme de la fuite des capitaux et l'État avait perdu son monopole au profit des crédits réciproques des marchés de troc et des différentes formes de monnaies émises par les Provinces (9). Le gouvernement n'avait plus la légitimité politique suffisante pour imposer le monopole de l'émission aux couches appauvries de la population qui essayaient de se réfugier dans le troc. Il n'a pas poursuivi les opérateurs de troc, quelques municipalités acceptant même les crédits comme forme de paiement des impôts.

Les micro-crédits

L'expérience des micro-crédits (10) consiste à prêter de petites sommes aux personnes qui, du fait de leur faible niveau de vie, sont exclues du système de crédit. Il s'agit de prêts qui oscillent entre 70 et 170 dollars, à des taux d'intérêt très variés selon le prestataire. Ces prêts sont affectés au financement de micro-entreprises pour des projets productifs susceptibles de rembourser le capital et les intérêts.

Le troc peut être une réponse alternative au système capitaliste ; inversement, les micro-crédits essaient d'inclure dans ce système ceux qui sont marginalisés. Alors que le troc s'est constitué en pratique originale contre-hégémonique, générée depuis les classes populaires, le micro-crédit part toujours « d'en haut » : banque privée ou publique, ONG... Dans certains cas, les conditions requises pour un prêt peuvent paraître perverses (11). De fait, le capital doit se rendre avec intérêt, ce qui constitue une pratique réellement capitaliste (12).

Le micro-crédit est non seulement autorisé par l'État, mais pra-

(6) Il s'agissait de marchés où les personnes vendaient des produits de leur fabrication ou des livres, meubles et vêtements qui leur appartenaient.

(7) D'autres sources parlent de cinq millions de participants.

(8) Sa thèse principale est que l'argent permet à ses possesseurs, principalement les banques et les rentiers, de s'approprier, à travers le taux d'intérêt, l'excédent produit par d'autres. La manière d'éviter cela était une « monnaie scellée », qui tendait, à une certaine échéance, vers un taux d'intérêt nul. Keynes le cite dans sa « Théorie générale », où il écrit qu'« il serait plus précieux pour la postérité que Marx ».

(9) On a pu compter presque une douzaine de monnaies différentes, émises pour payer les employés publics et les retraités.

(10) La majorité des expériences reconnaissent avoir comme source d'inspiration la Banque Grammeen fondée par Yunus (Bengla Desh).

(11) En ce sens, on utilise souvent des mécanismes d'autodiscipline qui impliquent des personnes apparentées ou affectivement proches.

(12) Certaines banques prêtent à des taux d'intérêt proches des 200 % annuels.

CRÉDIT POUR TOUS

Le Centre de Soutien à la Micro-Entreprise, CAME, I.A.P. (1), dont les vingt succursales sont situées dans la partie orientale de la Zone Urbaine de México, s'est engagé, depuis 1993, dans l'offre d'épargne et de prêt, avec la création de Groupes Générateurs d'Intérêts (GGI) sur le modèle des banques communautaires. Ces GGI accueillent environ 55 000 membres "associés" afin qu'ils puissent épargner et obtenir des prêts.

L'activité de CAME est fondée sur trois axes principaux :

- l'épargne, pour créer une habitude d'accumulation de capital et permettre aux associés de maîtriser leur propre vulnérabilité.
- le crédit, afin que les associés apprennent à connaître leur capacité de paiement et leurs besoins d'investissement, et à gérer les sommes générées.
- les activités créatrices de revenus.

Les bénéficiaires sont des personnes à faibles revenus, typiques de la pauvreté urbaine. Exclues du système bancaire, ces individus ont de grands besoins de financement pour renforcer leurs fragiles stratégies de survie. Les GGI forment des groupes, d'environ vingt-quatre personnes, qui bénéficient de cycles de crédit de seize semaines. L'épargne est hebdomadaire et obligatoire : au cours de réunions hebdomadaires, l'associé doit payer le seizième du montant emprunté. Le système permet de disposer d'une épargne, et d'avoir accès à un crédit solidaire.

Il existe deux types d'emprunts : ceux que permettent les fonds propres de l'institution (2) et ceux que les GGI mettent en place entre associés grâce à la gestion du fonds provenant de leur épargne. Le paiement ponctuel et l'assiduité des associés donnent lieu au versement de primes de la part de CAME. Ces primes constituent une importante source

de profit pour les associés. De plus, si les associés parviennent à augmenter la part de leur épargne et à rembourser régulièrement leurs emprunts, ils peuvent bénéficier de financements successifs.

Chaque GGI décide lui-même de l'attribution et du montant des crédits du fonds interne, sans intervention directe de CAME. L'emprunteur s'engage à mener des activités génératrices de revenus. Les responsables des GGI sont chargés d'organiser leurs groupes sur le mode de l'autogestion, et de veiller au respect des règles. Cette vigilance garantit la transparence dans la gestion des ressources. Ce processus conduit à une augmentation très importante du nombre d'associés, de l'ordre de 60 à 70 % par an. L'épargne accumulée constitue un moteur de développement social, ce qui contribue à réduire leur vulnérabilité et à leur donner confiance en leurs propres capacités.

En bref, les GGI ont intégré de nouvelles propositions au modèle des banques communautaires. Cet ajout ne dénature en rien les principes fondateurs. Ceux-ci valorisent le potentiel financier des populations à faibles revenus. Ils cherchent à favoriser le développement de leurs communautés au moyen de processus financiers viables et pertinents, avec une prise de décision sur le modèle de l'autogestion.

Isabel Ramos
CAME

(1) Centre d'Appui au Micro Entrepreneur.

(2) Pour parvenir à disposer d'un fond de roulement, CAME a fait appel au réseau Caritas. Il a ensuite obtenu un cofinancement de la Banque Interaméricaine du Développement via l'Union Européenne et bénéficié de l'apport du Secours Catholique / Caritas France pour renforcer ses actions financières. Aujourd'hui, CAME est financièrement autonome.



tiqué par la banque publique. Évidemment, les différences sont notables par rapport aux prêts du système privé (13).

Limites politiques et pérennisation

La portée que pourra avoir l'économie populaire dépendra de la relation qu'établiront ces différentes pratiques avec le capital et l'État : la confrontation directe peut se révéler moins rude que l'indifférence cynique ou la cooptation perverse. Dans les entreprises récupérées, il y a une forte corrélation entre le degré de conflit durant la récupération de l'entreprise et le degré de continuité avec l'organisation. Par ailleurs, une fois atteint l'objectif de l'expropriation, les travailleurs peuvent se démobiliser et se retrouver avec les problèmes des chefs d'entreprises : vente de la marchandise, investissement... et de ceux qui s'installent à leur compte (auto-exploitation).

Les groupes de *piqueteros* qui ont montré une meilleure capacité de projection sont ceux qui ne se sont pas limités aux barrages de routes, mais ont réalisé des coopératives dans le milieu local. Le retour de la circulation de la monnaie a fait diminuer brutalement la pratique du troc (14). Ce qui ne doit pas, pour autant, conduire à une interprétation négative (15) ; c'est plutôt la démonstration de la capacité d'auto-organisation des classes populaires. Pour elles, le troc n'était pas à étendre et à perpétuer comme un nouveau système économique, mais plutôt une stratégie de survie temporaire, efficace à un moment donné (16).

Les micro-crédits ne pourront sans doute pas construire une alternative efficace pour diminuer les taux de pauvreté, et ils peuvent même introduire une éthique individualiste au lieu de construire une sortie collective de la pauvreté. Évidemment, le verdict final dépendra de qui maîtrise et oriente cet instrument. En tout cas, un fort taux d'intérêt ne devrait pas être le prix à payer pour que quelques-uns tentent de s'en sortir.

Même si elles tournent le dos au confort moral et intellectuel qui pourrait se greffer sur la triste certitude que la pauvreté s'installerait en Argentine, ces conditions ne garantissent pas que surgissent des expériences d'économie populaire durables. Leurs limites doivent être analysées pour entrevoir la continuité des pratiques qui sont apparues (17). Continuité qui rend nécessaire une révision des rapports de ces initiatives avec le capital et l'État. Il ne s'agit pas d'ignorer la créativité populaire en la réduisant à ce que permet le capital, mais de faire ressortir la *dimension politique* comme condition indispensable de la réalisation de l'économie populaire.

Martin Burgos et Rodrigo López

(13) Par exemple, le programme Fomicro (Fond National pour la Création et la consolidation de micro-entreprises) de la Banque Nationale accorde des crédits à des personnes membres d'une organisation, condition qui exclut du micro-crédit la solution individuelle.

(14) Au début de 2003, le nombre de participants avait chuté de 90 %.

(15) De nombreux intellectuels de gauche se lamentent sur la fin du troc. La myopie de cette analyse est de considérer qu'une expérience conjoncturelle, réparatrice pour les secteurs les plus vulnérables de la société, devait se terminer en révolution sociale à partir de la propagation d'une pratique anti-capitaliste. De telles interprétations sous-estiment le système capitaliste et font porter de trop lourdes responsabilités sur ses victimes.

(16) La proposer aujourd'hui serait ne pas comprendre son origine et son sens, et s'avérerait être une erreur politique.

(17) Depuis 1994, un atelier permanent regroupant Frères des Hommes et plusieurs partenaires latino-américains porte sur l'économie populaire.